

DOSSIER JUDICIAIRE.

PRÉVENUS: HABAKAJE

PRÉVENTIONS: Coups et blessures volontaires

TÉMOINS:

Ruhengeri



Jugement du 1 février 1952

Demande de révision du :

PEINES.

S. P. P. : 6 mois

FRAIS : 60 Frs.

Delai : 6 mois

C. P. C. : 10 jours

AMENDE : 200 Frs.

Delai : 6 mois

S. P. S. : 1 mois

DOMAGES-INTERETS: Frs. 300

Delai : 6 mois

C. P. C. : 1 mois

Mandat d'.....

EXÉCUTION.

Entré en détention le 3 août 1951

Sorti le 29/1/52

Payé le.....quittance n°.....

Entré le 29/1/52

Sorti le

Payé le.....quittance n°.....

Entré le

Sorti le

Payé le.....quittance n°.....

Entré le

Sorti le

N° 1.

MINISTRE DU RUAANDA-URUNDU
MINISTRE DU RUAANDA
KIGALI

Kigali, le 2 juillet 1952

N° 2329 /D.54/B.

(OBJET:

Transmission jugements.

1952 14 juillet 2
1952 14.7.52
Be...

AT

Monsieur le Juge de Police,

J'ai l'honneur de vous faire tenir en retour
les jugements rendus par vous au cours du mois de février 1952

Ces jugements n'ont pas été examinés.

LE SUBSISTANT DU MINISTRE DU RUA

GH. SUREX TROQ

Be...

A Monsieur le Juge de Police GAUBIN

à

RUTINGIRI

Feuille d'audience et de jugement

Nous soussigné GAUPIN Raymond-Joseph,

siégeant comme Juge de Police en séance publique à Ruhengeri

le 1er février mil neuf cent cinquante deux

en cause du (des) nommé HABAGAJE, mieux qualifié au P.V. n° 126/N du 3.8.51 ci-annexé
fils de SEBUNO (dcd) et de NYIMABAJA (e.v.) originaire de la colline Runoga,
sous-chefferie Kinyoni, chef Kalima, territoire de Ruhengeri, et résidant
à la colline Mwafefe, s/chef Muhunga, chef Kamari, territoire de Ruhengeri.

prévenu de: avoir le 29 juillet 1951, à la colline Runoga, chefferie Kibali,
territoire de Ruhengeri, porté volontairement des coups et fait des bles-
sures aux nommés MAHANO et SEFARANGA causant ainsi une incapacité tempo-
raire de travail de trois semaines au premier et de six semaines au second,
infractions prévues et punies par l'art.46 du C.P. L.II

Vu la comparution volontaire du (des) prévenu, lequel (lesquels) se trouvent en état d'arrestation
préventive depuis le 3 août 1951

et

Voir P.V. n° 126/NIJS du 3 août 1951 en annexe.

Comparaît le nommé HABAGAJE, préqualifié, qui répond comme suit à nos questions
(illettré, comparait seul).

Q.: Reconnaissez-vous avoir le 29 juillet 1951, à la colline Runoga, chefferie
Kibali, territoire de Ruhengeri, porté volontairement des coups et fait des
blessures aux nommés MAHANO et SEFARANGA ?

R.: Oui, je le reconnais.

Q.: Qu'avez-vous à dire pour votre défense ?

R.: J'étais ivre à ce moment.

Attendu qu'il résulte des débats de l'audience que le prévenu a porté volontairement des coups et fait des blessures sur la personne des nommés MAHANO ET SEFARANGA,

que le prévenu reconnaît avoir commis l'infraction mise à sa charge,

que les blessures ont causé une incapacité temporaire de trois semaines au nommé MAHANO et de six semaines au nommé SEFARANGA,

que les deux indigènes auraient pu être brûlés vifs et que les blessures auraient pu causer la mort des deux précités.

Renvoyons des poursuites du chef de

Condamnons le nommé HABAGAJI à six mois de servitude pénale principale
pour coups & blessures volontaires.

Soit au total à six mois jour de servitude pénale — à une
amende de frs leur cents francs ou en cas de non paiement dans le
délai de six mois jours à une S. P. S. de 1 mois jours.

Condamnons HABAGAJI aux frais du procès taxés à
frs : 69 et déclarons ceux-ci récupérables, à défaut de paiement dans le délai
de six mois jours, par la voie de la contrainte par corps ; fixons la
durée de celle-ci à 10 jours.

Prononçons la confiscation de

Et statuant d'office sur les intérêts de la partie lésée, **condamnons** le prévenu HABAGAJI
à payer au nommé MAWANO une somme de 100 francs
à SEFARANGA une somme de 100 francs et
faute de s'exécuter dans le délai de six mois déclarons ceux-ci
récupérables par la voie contrainte par corps et fixons la durée de celle-ci à 1 mois jours.

Et attendu qu'il y a lieu de craindre que le condamné ne parvienne (~~les condamnés ne parviennent~~) à se sous-
traire à l'exécution du présent jugement ordonnons son ~~leur~~ arrestation immédiate.

Calcul des frais :

| | |
|-----------------------------|-----------------|
| P. V. Off. de P. J. | Frs : <u>48</u> |
| Feuille d'audience. | Frs : <u>8</u> |
| Jugement. | Frs : <u>13</u> |
| Total : | Frs : <u>69</u> |

Ainsi jugé et prononcé en audience publique à Ruhengeri, le 1er février 1951.-

Le Juge de Police, E. GAUPIN,-

Gaupin

Feuille d'audience et de jugement

Nous soussigné GAUPIN Raymond-Joseph,

siégeant comme Juge de Police en séance publique à Ruhengeri

le 1er février mil neuf cent cinquante deux

en cause du (des) nommé HABAGAJE, mieux qualifié au P.V. n° 126/N du 3.8.51 ci-annexé
fils de SEBUNO (dod) et de NYIMABAJA (e.v.) originaire de la colline Runoga,
sous-chefferie Kinyoni, chef Kalima, territoire de Ruhengeri, et résidant
à la colline Mweke, s/chef Mhunga, chef Kamafi, territoire de Ruhengeri.

prévenu de : avoir le 29 juillet 1951, à la colline Runoga, chefferie Kibali,
territoire de Ruhengeri, porté volontairement des coups et fait des blessures
aux nommés MAHANO et SEFARANGA causant ainsi une incapacité temporaire
de travail de trois semaines au premier et de six semaines au second,
infractions prévues et punies par l'art. 46 du C.P. L.II

Vu la comparution volontaire du (des) prévenu, lequel (lesquels) se trouvent en état d'arrestation
préventive depuis le 3 aout 1951

et

Voir P.V. n° 126/NIJS du 3 aout 1951 en annexe.

Comparaît le nommé HABAGAJE, préqualifié, qui répond comme suit à nos questions
(illettré, comparait seul).

Q.: Reconnaissez-vous avoir le 29 juillet 1951, à la colline Runoga, chefferie
Kibali, territoire de Ruhengeri, porté volontairement des coups et fait des
blessures aux nommés MAHANO et SEFARANGA ?

R.: Oui, je le reconnais.

Q.: Qu'avez-vous à dire pour votre défense ?

R.: J'étais ivre à ce moment.

Attendu qu'il résulte des débats de l'audience que le prévenu a porté volontaire-
ment des coups et fait des blessures sur la personne des nommés
MAHANO ET SEFARANGA,
que le prévenu reconnaît avoir commis l'infraction mise à sa
charge,
que les blessures ont causé une incapacité temporaire de trois
semaines au nommé MAHANO et de six semaines au nommé SEFARANGA,
que les deux indigènes auraient pu être brûlés vifs et que les
blessures auraient pu causer la mort des deux précités.

Renvoyons des poursuites du chef de

Condamnons le nommé HABAGAJE à six mois de servitude pénale principale
pour coups & blessures volontaires.-

Soit au total à Six mois jour de servitude pénale — à une
amende de frs deux cents francs ou en cas de non paiement dans le
délai de six mois jours à une S. P. S. de 1 Mois jours.

Condamnons HABAGAJE aux frais du procès taxés à
frs : 69 frs. ramenés à 60 frs et déclarons ceux-ci récupérables, à défaut de paiement dans le délai
de six mois. jours, par la voie de la contrainte par corps ; fixons la
durée de celle-ci à 10 jours.

Prononçons la confiscation de

Et statuant d'office sur les intérêts de la partie lésée, condamnons le prévenu HABAGAJE
à payer au nommé MAHANO une somme de 100 francs
à SEFARANGA une somme de 200 francs et
faute de s'exécuter dans le délai de six mois déclarons ceux-ci
récupérables par la voie contrainte par corps et fixons la durée de celle-ci à 1 mois. jours.

Et attendu qu'il y a lieu de craindre que le condamné ne parvienne (les condamnés ne parviennent) à se sous-
traire à l'exécution du présent jugement ordonnons son leur arrestation immédiate.

Calcul des frais :

| | |
|-----------------------------|-----------------|
| P. V. Off. de P. J. | Frs : <u>48</u> |
| Feuille d'audience. | Frs : <u>8</u> |
| Jugement. | Frs : <u>13</u> |
| Total : | Frs : <u>69</u> |

Ainsi jugé et prononcé en audience publique à Ruhengeri, le 1er février 1952.-

Le Juge de Police, R. GAUPIN,-

ATTESTATION DE LA REMISE DU CONDAMNÉ.

L'an mil neuf cent cinquante deux, le 1 Janvier 1952

Le soussigné, gardien de la prison de Buengeri

déclare que le nommé HABAHGE

a été déposé en la dite prison et que son entrée a été inscrite au registre d'écrou, sous le N° 5578

Date d'incarcération 3-8-1951

Le Gardien,

Date de sortie : fin de S. P. P. 29-1-52

fin de S. P. S. 28-2-52

fin de C. P. C. 10-3-52

C.P.C. 9-4-52

Territoire

du RUANDA-URUNDI

RUANDA-URUNDI

GEWEST

N° 105/1015/T.V.

Rappeler dans la réponse la date et le numéro.

In het antwoord vermelden:
nummer en dagtekening.

Réponse au n°

Antwoord op n°

du 19
van

ANNEXE
Bijlage

OBJET :

Voorwerp

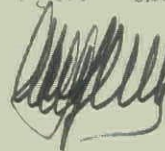
transfert Kéligye

le
de

Monsieur le Gardien de Prison,

Monsieur le Gardien de Prison, en
réponse à votre lettre n° 992/1015, du
22 février 1952 et à M. le Préfet de
Ruhengeri en qualité de Procureur du Roi à Kigali, j'ai
l'honneur de vous faire savoir que je trans-
fère ce jour à Ruhengeri, escorté d'un poli-
cier, le nommé KÉLIGYE, détenu à la prison
de Kigali, prévenu de lésionner volontaire.

Le Gardien de Prison
M. VANDERBEEK.



Monsieur le Gardien de Prison

Ruhengeri.

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI
RESIDENCE DU RUANDA
TERRITOIRE DE RUHENGARI.-

Ruhengeri, le 22 janvier 1952.-

N° 273 /Just.-

MINUTE .-

OBJET:-

Affaire KABAGAYE.-

Monsieur le Substitut,

Suite à votre lettre n° 2865/R.M.P.1652/T. du 3 décembre 1951, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que Monsieur le Gardien de Prison me signale que le nommé KABAGAYE n'a pas encore été transféré de Kigali à la prison de Ruhengeri.-

Ce prévenu a été transmis au parquet le 10.8.51 en même temps que le dossier.-

Je vous serais très reconnaissant si vous voudriez bien me faire savoir si le prévenu a été remis en liberté ou bien s'il se trouve encore à la prison de Kigali, ceci afin de pouvoir le faire juger devant le tribunal de police comme dit dans votre lettre précitée.-

L'Officier de Police Judiciaire,
R. N I J S .-

A Monsieur le Substitut du Procureur
du Roi à K I G A L I.-

Hg. E.
TERRITOIRE DU RWANDA-URUNDI.
PARQUET DU RWANDA
I G A L I

Kigali, le 3 Décembre 1951.

N° 2865 R.M.P/1652/T

OBJET:

Aff.: KIBAGABE.

Just 7
du 6-12-51
du Muzo
Monsieur le Juge de Police,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir pour compétence et disposition le dossier constitué à charge du nommé KABAGABE inculpé d'avoir le 29-7-51, à la colline Runoga, chefferie Kibali, territoire de Ruhengeri, porté volontairement des coups et fait des blessures aux nommés Nahano et Gifaranga causant ainsi une incapacité temporaire de travail de trois semaines au premier et de six semaines au second, infractions prévues et punies par l'art. 46 du C.P.L.II.

En application de l'art. 20 du C.P.L.I. il n'y a lieu de prononcer qu'une seule peine, qui ne doit pas dépasser la compétence matérielle du Tribunal de Police.

Les deux victimes étant résidentes du Rwanda-Urundi, des dommages-intérêts leur devront être alloués d'office.

Le SUBSTITUT DU PROCUREUR EN ROI,
G. TACQ,

G. Tacq

A Monsieur le Juge de Police

à
RUHENGURI



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

suppléant
Le Juge du Tribunal de { Résidence de à Ruanda, à Kigali
~~Police de (1)~~

Vu les pièces de l'instruction à charge de HABAGAJE, munya rwanda, préqualifié, détenu
à la prison de Kigali
prévenu de blessures volontaires (art. 43 C.P.L.II)

Vu l'ordonnance en date du 16 août 1951
autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé ~~et son défenseur~~ MA ~~agréé par~~
~~trois (2)~~

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 30 octobre 1951 ;
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 29 novembre 1951

suppléant
Le Juge du Tribunal de { Résidence de à Ruanda, à Kigali
~~Police de~~

D. VAUTHIER,

- (1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.
- (2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;
- (3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.
- (4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

suppléant
Le Juge du Tribunal de { Résidence de Ruanda, résidant à Kigali
~~Police de (1)~~

Vu les pièces de l'instruction à charge de HABAGATSI, munyarwanda, préqualifié, détenu
à la prison de Kigali
prévenu de blessures volontaires (art. 43 du C.P.L.II)

Vu l'ordonnance en date du 16 août 1951
autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur Mx ~~XXXXXX~~ agréé par
nous (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 30 septembre 1951 ;
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté
provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 30 Octobre 1951

suppléant
Le Juge du Tribunal de { Résidence de Ruanda, à Kigali
~~Police de~~

D. VUTHIER,

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Suppléant
Le Juge du Tribunal de { Résidence de u Ruanda, résidant à Kigali
Police de (1) ~~XXXXXX~~

Vu les pièces de l'instruction à charge de HABAGATE, munyarwanda, préqualifié
détenu à la prison de Kigali,
prévenu de blesures volontaires, infraction prévue et punie par l'art. 43 du
C.P.L.II;

Vu l'ordonnance en date du 16 août 1951,
autorisant la mise en détention préventive ;
Où le Ministère Public en ses réquisitions ;
Entendu l'inculpé et son défenseur M. ~~XXXXXXXXXXXX~~ ag. XXX
~~XXX~~ nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;
Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent; (3)
Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;
Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 31 août 1951 ;
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 30 septembre 1951
Suppléant
Le Juge du Tribunal de { Résidence de u Ruanda
B. VAUTHIER, { Police de ~~XXXXXX~~

- (1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.
- (2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;
- (3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.
- (4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmé qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Suppléant
Le Juge du Tribunal de { Résidence de Ruanda, résidant à Kigali
~~XXXXXXXXXX~~

Vu les pièces de l'instruction à charge de HABAGAJE, préqualifié, détenu à la prison de Kigali;

prévenu de Blessures volontaires, infraction prévue et punie par l'article 43 C.P.L.II.-

Vu l'ordonnance en date du 16 août 1951
autorisant la mise en détention préventive;

Où le Ministère Public en ses réquisitions;

Entendu l'inculpé ~~XXXXXXXXXX~~ ~~XXXXXXXXXX~~
~~XXXXXX~~ nous: (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent;(3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 16 août 1951;
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 31 août 1951

Suppléant
Le Juge du Tribunal de { Résidence de Ruanda,
D. VAUTHIER, ~~XXXXXX~~

D. Vauthier

- (1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.
- (2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;
- (3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.
- (4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmé qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

L'an mil neuf cent cinquante et un le seizième jour du
mois de août **Suppléant**

Par devant Nous D. VAUTHIER Juge de Tribunal de Résidence de Ruanda, à Kigali
~~Juge de Tribunal de Police de~~ a comparu le nommé HABAGAJE, munyarwanda,
qualifié, détenu à la prison de Kigali,

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de Ruanda, séant à Kigali
a exposé qu'une instruction du chef de Blessures volontaires, infraction
prévues et punies par l'article 43 C.P.L.II.-

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait paraît
constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de Six mois
que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement
réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose.

L'an mil neuf cent cinquante et un le seizième jour du
mois de août **Suppléant**
Nous D. VAUTHIER Juge du Tribunal de Résidence de Ruanda, résidant à Kigali
~~Juge de Police de~~

Attendu que le nommé HABAGAJE
est prévenu de blessures volontaires
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Kigali

Attendu que l'infraction est punissable de plus de six mois de S.P.
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement
réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

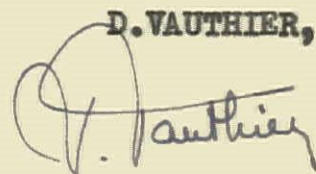
Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé HABAGAJE
soit conduit et détenu à la prison de Kigali

Notifié au prévenu le 195...

Le Juge. - **Suppléant,**

D. VAUTHIER,



RUSF.

R.M.P. I652/T.

Signalement :

MANDAT D'ARRET

(Décret du 11 juillet 1923).

Taille.....
Cheveux.....
Sourcils.....
Yeux.....
Front.....
Nez.....
Bouche.....
Menton.....
Barbe.....
Figure.....
Signes particuliers :.....

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le de

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

IRE INSTANCE DU RUANDA URUNDI, SEANT A KIGALI,

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

HABAGAYE, fils de Seburo(dcd) et de Nyirabaja(ev)munyarwanda, muhutu cultivateur, originaire de la colline Runoga, s/chef Kinyoni, chef Kalima, territoire de Ruhengeri, et résidant à la colline Rwerere sous chef Ruhunga, chef Kamari, territoire Ruhengeri.-

prévenu de **blessures volontaires**

infraction prévue par 1..... art. **43 C.P.L.II.-**

Attendu que (1) le prévenu est en aveux (ou) il existe des indices sérieux de culpabilité, et qu'il est passible d'une peine de **plus de 6 mois** de S. P. P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit **HABAGAYE**

soit arrêté et conduit à la maison centrale d' **e Kigali**

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à **Kigali**, le **II août 1951.-**~~XXXX~~

L'Officier du Ministère Public.

G. TACQ, -

de

(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

Résidence : Ruanda

à Monsieur le

Territoire : Ruhengeri

, le 195

Le Commissaire de Police

L'Officier de Police Judiciaire

P. V. - N° 126/N Suite.

PRO JUSTITIA

Date d'arrestation :

Prévenu :

L'an mil neuf cent cinquante et un le dixième jour du mois de sept vers 8 heures.

Devant Nous Nijs Robert G.S Commissaire de

Police — Officier de Police judiciaire, à compétence Générale, à Ruhengeri

comparaît le nommé MAHANO, fils de Ntampuwe (dcd) et de Nyiranirwa (dcd) originaire de la colline Gitwe, s/cher Kinyoni, chef Kaiima, territoire Ruhengeri, et y résidant qui répond comme suit à nos questions après avoir prêté serment

Q- Racontez moi dans quelles circonstances vous avez été blessé par Habagaje ?

R- Dimanche le 29.7.51 je me suis rendu chez Barashukana pour boire. Vers 21 h. tous étaient ivres. Alors Habagaje m'a donné deux gifles. Je suis tombé dans le feu. La marmite qui se trouvait sur le feu et qui contenait de l'eau bouillante, s'est renversée et a brûlé le fils de Barashukana, le nommé Séfaranga.

Q- Barakagira, vous a-t-il frappé ?

R- Non.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès verbal le jour mois et an que dessus, en avons donné lecture au comparant qui ne signe pas avec nous étant illettré.

Je jure que le présent P.V. est sincère. L'O.P.J.

Le nommé Séfaranga ne sait pas comparaître, n'ayant que environ 3 ans.

Objets saisis :

Observations :

PRO-JUSTITIA

L'an mil neuf cent cinquante et un, le vingt jour du
mois de août

Devant nous Eugène Philibert

Officier du Ministère Public près le Tribunal de Première Instance d'Usumbura

nous trouvant à Kigali

a comparu

le nommé Babagaye, fil. de Sebura (déd) et de Myabaya (r)
originaire de la colline Kuvaga chef-lieu de Kufungwa
et résidant à la colline Kwerere, chef-lieu de Kufungwa
qui par l'intermédiaire de l'interprète assermenté Fidèle Kuvibya

a répondu comme suit à nos questions, après avoir prêté serment (Article 12 du Code de Procédure Pénale)

Q Pourquoi êtes vous arrêté

R Pour avoir battu Mafano que j'ai frappé et qui en perdant l'équilibre sous l'effet de la giffe que j'ai lui ai donnée est tombé dans le feu sur lequel se trouvait une marmite avec de l'eau bouillante. Dans son chute Mafano a renversé cette marmite sur le nommé Gwanga qui a été brûlé également.

Q Racontez moi dans quelles circonstances tout cela s'est passé

R J'étais sorti pour quelques instants. En rentrant dans la hutte de Barakufana j'allais me faire boire mais Mafano m'en a empêché. Alors voulant prendre de force, le verre qu'il tenait en main m'a versé de me donner, il m'a giflé. Moi à mon tour j'ai giflé et il a perdu son équilibre et est tombé dans le feu.

Q Comment avez vous passé votre dimanche

R Le matin, j'ai cultivé mon champ. Après, me suis rendu chez Barakufana en conseil avec celui-ci. Ensuite et Barakufana nous nous sommes mis à boire. On raconte de l'incident, tous étaient ivres. Avant que Mafano ne giflé

nous ne nous étions pas encore disputés ni battus


Q. Barakéjira a-t-il frappé Mafano

R. Non mais nul ai frappé Mafano

Donc Acte

L'Off.

Barakéjira



De tout quoi, nous avons dressé ce présent proces-verbal aux jour, mois et an que dessus et

avons donné lecture au comparant qui

a signé avec nous

a déclaré ne pas savoir signer

L'interprète,

Le comparant,

L'Officier du Ministère Public,

N° 178/J.

PROCES - VERBAL

Je, soussigné, Dr. F. LANDRAIN, Médecin de la Colonie à Ruhengeri dument requis par l'O.P.J. NIYS R. de Ruhengeri par sa réquisition à médecin du 3 Aout 1951 certifie avoir examiné les nommés MAHANO et SEFA RANGA et avoir constaté ce qui suit:

Le nommé MAHANO est atteint de brûlures situées 1) l'une au niveau du tiers moyen de la face postérieure du ~~bras~~ bras gauche, d'une surface de 6 cm. de diamètre; 2) l'autre de même étendue que la précédente, située à la face postéro-externe du coude gauche; 3) la troisième située dans le dos, sous l'omoplate gauche s'étendant de haut en bas sur 15 cm., et de gauche à droite sur 10 cm.

Ces brûlures sont du second degré et n'amèneront aucune incapacité permanente. L'incapacité temporaire totale sera de 3 semaines environ.

Le nommé Gafaranga est atteint 1) d'une brûlure du second degré, s'étendant sur tout le front, les bosses frontales, la tempe, la bosse zigomatique et les paupières de l'oeil à droite, ainsi que la partie droite de la lèvre ~~inférieure~~ supérieure; à gauche la moitié interne des paupières et tout le nez. Actuellement les yeux ne paraissent pas être atteints.

2) une brûlure du second degré de la main et de tous les doigts de la main droite, face palmaire et dorsale et remontant sur toute la face postéro-externe de l'avant bras droit.

droite 3) une brûlure du second degré de la face antérieure de la jambe ~~épaule~~ depuis le genou (inclus) jusqu'au coude de pied. Une autre brûlure de 5 cm. sur 3 cm. est située sur la partie interne du dos du pied.

4) une brûlure du second degré longue de 4 cm. et large de 3 cm. située sur la ligne médiane à 5 cm. au dessus de l'ombilic.

Sauf complications par infection et à cause de l'étendue des brûlures ou de rétractions cicatricielles, l'incapacité totale sera de six semaines environ.

L'incapacité permanente éventuelle sera déterminée ultérieurement.

Je jure avoir accompli ma mission et fait mon rapport en honneur et conscience.

Ruhengeri, le 3 Aout 1951
Le Médecin de la Colonie, Dr. LANDRAIN



Réquisition à Expert et Prestation de Serment.

L'an mil neuf cent cinquante et un
le troisième jour du mois de août
Devant Nous, M^{re} Robert / S.
Officier du Ministère Public près le Tribunal de Nigali

, résidant à Dukengeri

A comparu Monsieur (1) LANDRAIN Perlmann
Medecin de la Colonie
résidant à Dukengeri

requis par Nous aux fins de prêter son Ministère comme medecin

dans l'affaire à charge du nommé BARAKAGIRA et HABAGATE

R. M. P. N. _____

Nous lui avons donné pour mission : « de nous dire les lésions et

d'en déterminer la cause et les conséquences

probables, du nommé MAHANO et de la femme

SEFARANGA (incapacité de travail permanente

ou temporaire - éventuellement la perte de l'usage

absolu d'un organe)

Le comparant a accepté cette mission et a prêté entre nos mains le serment de la remplir et faire son rapport en Honneur et Conscience.

De tout quoi, nous avons rédigé le présent procès-verbal.

Le Comparant,

L'Officier du Ministère Public,

(1) Indiquer les nom, prénoms et profession de l'expert requis.

RUANDA - URUNDI

Résidence : Ruanda
Territoire : ruhengeri

P. V. - N° 126/IV

Transmis le 10. août 1951
à Monsieur le Subprocureur à Rugazi
Ruhengeri le 10. 8 1951
Le Commissaire de Police
L'Officier de Police Judiciaire

PRO JUSTITIA

Prévenu :

HABAGAJE
BARAKAGIRA

Date d'arrestation : 3 août 1951.

L'an mil neuf cent cinquante et un le troisième jour du mois
de août vers 15 heures.

Devant Nous Nijis Robert G.S. Commissaire de

Police - Officier de Police judiciaire, à compétence Générale, à
Ruhengeri

Prévention :

coups et
blessures
involontaires

art. 43.

C.P. II

Plaignant :

MAHANO

comparaît l. e nommé KINYONI, fils de Sebisano (e.v.) et de Nyirampumba (dcd) originaire de la colline ~~Mutungo~~ chef Kibimba, s/cher Gakwaya, chef Kayumba, territoire de Nyanza résidant actuellement à la colline Mutumbo, dont il est le sous-chef, qui nous déclare ce qui suit, après avoir prêté serment :

" Le lundi 30 juillet 1951 j'ai appris par la femme du nommé Barashukana que le 29.7.51 vers 21 heures les nommés Mahano, Tumbanya, Barakagira et Habagaje se sont enivrés chez le nommé Barashukana et qu'à la fin les nommés Barakagira et Habagaje se sont battu avec le nommé Mahano qui est tombé dans le feu entraînant dans sa chute la nommée Sefaranga, fille de Barashukana. J'ai fait conduire les nommés Mahano et Sefaranga à l'hôpital parcequ'ils étaient brûlés fortement."

Comparaît le nommé HABAGAJE, fils de Seburo (dcd) et de Nyirabaja (e.v.) originaire de la colline Runoga, s/cher Kinyoni, chef Kalima, territoire Ruhengeri, et résidant à la colline Rwerere, s/cher Rununga, chef Kamari, territoire Ruhengeri, qui répond comme suit à nos questions :

Objets saisis :

Q- Le 29.7.51 vous vous êtes enivré chez le nommé Barashukana en compagnie du nommé Mahano; ensuite vous vous êtes battu avec ce dernier et il est tombé dans le feu. A cause de cette chute il a été brûlé fortement, ainsi que la fille Sefaranga, qui a été entraîné par Mahano.

Reconnaissez vous ce fait ?

R- Oui.

Q- Qu'avez vous à dire à votre défense ?

R- Nous étions tellement ivres tous, que je n'ai plus très bien ce qu'il s'est passé. Je me rappelle avoir donné une gifle au nommé Mahano parce qu'il m'empêchait de boire d'avantage. A cause de cela il est tombé sur la casserole contenant des petit pois, qui se trouvait ~~sur~~ sur le feu.

Observations :

Q- Comment la fille Sefaranga est-elle tombé également dans le feu ?

R- Je ne sais pas.

Q- Avez vous encore autre chose à dire à sa défense ?

R- Je n'ai rien à ajouter.

Q- Qu'est ce que Barakagira a à voir dans l'affaire ?

R- Rien. A ma connaissance il n'a pas frappé Mahano.

Comparait le nommé BARAKAGIRA, fils de Runjaga (e.v.) et de Namajaganja (e.v.) originaire de la colline Runoga, s/cher Kinyoni, chef Kalima, terr. Ruhengeri, et y résidant, qui répond comme suit à nos questions:

Q- Vous êtes accusé par le sous-cher d'avoir porté des coups au nommé Mahano, qui lui ont causé des blessures ~~xxix~~ et également à la fille Sefaranga, c'a.d. Mahano est tombé dans le feu et a entraîné la fille en question. Qu'avez vous à dire à votre défense ?

R- Je n'ai pas frappé Mahano.

Q- Racontez moi comment l'affaire s'est passée ?

R- Habagaje s'est penché au dessus de la cruche de bière pour boire quand le nommé Mahano a craché sur lui. Habagaje s'est relevé et a donné deux gifles à Mahano. Là dessus Mahano est tombé dans le feu. La casserolle qui se trouvait dans le feu avec de l'eau chaude s'est renversée et a brûlé la fille Sefaranga.

De tout quoi nous avons dressé le présent procès verbal le jour mois et an que dessus en avons donné lecture au comparants qui signent avec nous. (Barakagira et Habagaje sont illettrés)

Je jure que le présent P.V. est sincère

Kinyoni.

L'O.P.J.

L'an mil neuf cent cinquante et un le septième jour du mois d'août. Comparait le nommé BARASHUKANA, fils de Runjaga (e.v.) et de Nyiramajaganja (e.v.) originaire de la colline Runoga, s/cher Kinyoni, cher Kalima, terr. Ruhengeri et y résidant qui répond comme suit à nos questions après avoir prêté serment:

Q- vous étiez présent le 29.7.51 quand Mahano s'est battu avec Habagaje. Racontez moi ce que vous avez vu de cette bataille ?

R- Mahano et Habagaje sont venu boire chez moi ce jour. Après un certain temps ils étaient ivres tous les deux. Je ne sais pas pourquoi, mais un moment donné Habagaje a donné à Mahano deux gifles. Mahano est tombé dans le feu et dans sa chute il a renversé une casserolle contenant de l'eau bouillante. Le nommé Sefaranga, étant assis à côté du feu a été brûlé par cette eau.

Q- Le nommé Barakagira a-t-il frappé également Mahano. ?

R- Non.

Comparait le nommé TIMBANJA, fils de Mukenga (dcd) et de Nyirazireje (dcd) originaire de la colline Runoga, s/cher Kinyoni, chef Kalima territoire de Ruhengeri, et y résidant, qui répond comme suit à nos questions après avoir prêté serment:

Q- Que savez vous de la bataille entre Mahano et Habagaje, laquelle a eu lieu dimanche le 29.7.51. ?

R- Je suis allé chez Barashukana pour boire mais je suis parti avant que la bataille a commencé. Je ne sais rien vous dire à ce sujet

De tout quoi nous avons dressé le présent procès verbal le jour mois et an que dessus, en avons donné lecture aux comparants qui ne signent pas avec nous étant illettré.

Je jure que le présent P.V. est sincère.

PRO-JUSTITIA.

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION.

L'an mil neuf cent....., le.....
jour du mois de.....

sont

Nous,.....
en Territoire de....., Officier de Police Jud ciaire à compétence

~~générale en territoire de Ruhengeri~~
Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,

saisi le nommé....., fils de.....

et de....., originaire du Territoire de.....

chefferie....., sous-chefferie.....

colline....., résidant à.....

et attendu que l'infraction commise par cet
indigène est punissable de - (1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude pénale et-(1) qu'elle est fla-
grante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire

au parquet de Kigali.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,

(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de ré-
primer l'infraction.